AMENDEMENT
LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES
PROJET DE LOI N° 64

ARTICLE 1

Ajouter, à la fin de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 1 du projet de loi, ce qui suit : « , y compris leurs interventions préventives ».

TEXTE DU PROJET DE LOI TEL QU'AMENDÉ :

1. La présente loi a pour objet de déterminer les règles d'immatriculation applicables aux armes à feu. Elle a également pour objet de favoriser, auprès des autorités publiques, la connaissance de leur présence sur le territoire du Québec de façon à appuyer les agents de la paix dans leur travail d'enquête ainsi que lors de leurs interventions, **y compris leurs interventions préventives**. Elle vise également à assurer une exécution efficace des ordonnances des tribunaux interdisant la possession d'armes à feu.

Pour l'application de la présente loi, on entend par « arme à feu » une arme à feu sans restriction au sens que donne à cette expression le paragraphe 84(1) du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46).

Un règlement du gouvernement peut, dans les cas et aux conditions qu'il détermine, soustraire certaines armes à feu et certains propriétaires d'armes à feu de l'application en tout ou en partie de la présente loi.

COMMENTAIRES :

Cet amendement a pour objet de préciser que les interventions des agents de la paix comprennent leurs interventions préventives.

AMENDEMENT
LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU
PROJET DE LOI N° 64

ARTICLE 3

L'article 3 du projet de loi est modifié par l'ajout, à la fin de la première phrase du deuxième alinéa, de ce qui suit : « ou dès que l'arme à feu est présente sur le territoire du Québec ».

TEXTE DU PROJET DE LOI TEL QU'AMENDÉ :

3. Le propriétaire de l'arme à feu doit en demander l'immatriculation au ministre, aux conditions et selon les modalités déterminées par règlement du gouvernement.

La demande d'immatriculation doit être faite dès la prise de possession de l'arme à feu **ou dès que l'arme à feu est présente sur le territoire du Québec**. Toutefois, le propriétaire d'une arme à feu qui s'établit au Québec dispose d'un délai de 45 jours, suivant son établissement, pour en demander l'immatriculation.

COMMENTAIRES :

Cet amendement est proposé afin d'ajouter à ce qui est déjà prévu que la demande d'immatriculation doit également être faite dès que l'arme à feu est présente sur le territoire du Québec.

AMENDEMENT
LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU
PROJET DE LOI N° 64

ARTICLE 22 : (article 5 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune)

L'article 22 du projet de loi est modifié par le remplacement de « des articles 9 à 12 » par « de l'article 9 ».

TEXTE DU PROJET DE LOI TEL QU'AMENDÉ :

LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE

22. L'article 5 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1) est modifié par l'ajout, après le paragraphe 9° du premier alinéa, du paragraphe suivant :

« 10° des l'articles 9 à 12 de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*). ».

ARTICLE 5 DE LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE APRÈS MODIFICATION :

5. Un agent de protection de la faune et un fonctionnaire qui gère directement le travail d'un tel agent, ont en particulier pour fonction de veiller à l'application:

1° de la présente loi et de ses règlements;

2° de l'article 54 de la Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1);

2.1° de certains programmes élaborés conformément à la section II.2 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), prévus par règlement;

3° de certaines dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) et de certaines dispositions de ses règlements, prévues par règlement;

4° de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (chapitre C-61.01);

5° de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre D-13.1) et de ses règlements;

6° de la Loi sur les parcs (chapitre P-9) et de ses règlements;

7° de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (chapitre E-12.01) et de ses règlements;

8° de certaines dispositions de la Loi sur les véhicules hors route (chapitre V-1.2) et de certaines dispositions de ses règlements, prévues par règlement;

9° de la Loi sur le parc marin du Saguenay — Saint-Laurent (chapitre P-8.1).

10° de l'article 9 de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (*indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi*).

Ils ont en outre pour fonction d'informer et de renseigner la population sur les dispositions de ces lois et de ces règlements et de promouvoir la conservation de la faune.

COMMENTAIRES :

L'amendement proposé a pour objet de retirer le pouvoir de saisie aux agents de la faune.

AMENDEMENT
LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU
PROJET DE LOI N° 64

ARTICLE 22.1

Insérer, après l'article 22 du projet de loi, ce qui suit :

« LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET SUR LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

« **22.1.** L'article 57.2 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001) est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« De plus, le directeur de l'état civil peut exercer les pouvoirs que le ministre de la Sécurité publique lui délègue en vertu de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi). Il n'exerce toutefois pas ces pouvoirs à titre d'officier public.».».

ARTICLE 57.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET SUR LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL APRÈS MODIFICATION :

57.2. Le directeur de l'état civil est un officier public membre du personnel du ministère. Il exerce les fonctions prévues par la loi et s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ses fonctions. Cependant, il peut également, à la demande du ministre de la Justice et à la place de celui-ci, accorder les dispenses prévues aux articles 63 et 67 du Code civil de même que les autorisations prévues à l'article 366 de ce code.

De plus, le directeur de l'état civil peut exercer les pouvoirs que le ministre de la Sécurité publique lui délègue en vertu de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (indiquer ici l'année et le numéro de chapitre de cette loi). Il n'exerce toutefois pas ces pouvoirs à titre d'officier public.

À défaut de désignation faite en vertu de l'article 151 du Code civil, le ministre désigne, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'état civil, une personne parmi les fonctionnaires du ministère pour en exercer les fonctions et fait publier cette désignation à la *Gazette officielle du Québec*.

COMMENTAIRES :

L'amendement proposé a pour objet de permettre au directeur de l'état civil d'exercer les pouvoirs que lui déléguerait le ministre de la Sécurité publique en vertu de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu. Dans ce cas, le directeur de l'état civil n'exercerait pas ces pouvoirs à titre d'officier public.

AMENDEMENT
LOI SUR L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU
PROJET DE LOI N° 64

ARTICLE 24.1

Insérer, après l'article 24 du projet de loi, le suivant :

« **24.1**   Aucun tarif ne peut être fixé pour l'application de la présente loi. ».

COMMENTAIRES :

L'amendement proposé a pour objet préciser qu'aucun tarif ne pourra être fixé pour l'application de la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu*.